

AMENAGEMENT DU BATIMENT A DE L'UFR ARTS LETTRES ET LANGUES ILE DU SAULCY A METZ

Maîtrise d'ouvrage



UNIVERSITÉ
DE LORRAINE

Université de Lorraine

34, Cours Léopold – CS 25233

54 052 NANCY Cedex

Tél 03 72 74 06 77

PRO - DCE CCTP LOT 05 - PLATRERIE FAUX PLAFOND



Maîtrise d'œuvre :

Architecte



Patrick Paul MICHEL Architecte

47, rue Saint-Livier – 57000 Metz

Tél 03 87 63 86 61 – agence@ppm-architecte.fr

Intervenants :

Bureau de Contrôle



BTP CONSULTANTS

92b boulevard de la Solidarité 57070 METZ

Tél : 03 72 39 54 63 - cedric.berviller@btp-consultants.fr

Coordinateur SPS



ALPES CONTROLES

1, rue Jean Antoine Chaptal 57070 METZ

Tél : 03 72 39 53 47 – metz@alpes-controles.fr

SOMMAIRE

1.0	GÉNÉRALITÉS	4
1.1	OBJET ET CONNAISSANCE DES TRAVAUX.	4
1.2	INTERVENANTS ET CONTACTS	4
1.3	OBJET DE LA PRESENTE ENTREPRISE - ÉTENDUE DES TRAVAUX	5
1.4	PREVENTION DU RISQUE D'EXPOSITION A L'AMIANTE	5
1.5	CONNAISSANCE DES LIEUX	5
1.6	RAPPEL DES INTERVENTIONS EN CO-ACTIVITE	5
1.7	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)	6
1.7.1	CARACTERE NON LIMITATIF DU CCTP	6
1.7.2	PRESENTATION ET ARTICULATION DU PRESENT DOCUMENT	6
1.8	DOCUMENTS DE REFERENCE CONTRACTUELS	6
1.8.1	OBLIGATIONS CONTRACTUELLES	6
1.8.2	ORDRE DE PRESEANCE	6
1.8.3	MATERIAUX ET PRODUITS HORS DOMAINE D'APPLICATION DES D.T.U./C.C.T.G.	6
1.8.4	DOCUMENTS REGLEMENTAIRES A CARACTERE GENERAL	7
1.9	DIMENSIONS DES OUVRAGES	7
1.10	CONSISTANCE DES TRAVAUX	7
1.11	DOCUMENTS D'EXECUTION	7
1.12	COORDINATION DES TRAVAUX	8
1.13	NETTOYAGE - ENTRETIEN	8
1.14	APPROVISIONNEMENTS SUR LE CHANTIER	9
1.15	ÉCHANTILLONS	9
1.16	ENLEVEMENT DES MATERIAUX DEPOSES ET DES GRAVOIS	9
1.17	SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIER	9
1.18	NUISANCES & SITE OCCUPE	9
1.19	ASSURANCES ET GARANTIES	10
1.20	SOUS-TRAITANCE	10
1.21	CONFORMITE A LA REGLEMENTATION "SECURITE INCENDIE"	10
1.22	PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE PROTECTION DE LA SANTE	10
1.23	OBLIGATION DE RESULTAT – REGLES DE L'ART	11
1.24	OBLIGATIONS ET OBSERVATIONS COMMUNES	11
1.24.1	PLANNING	11
1.24.2	CONTROLE DES TRAVAUX	12
1.24.3	RECEPTION DES SUPPORTS PAR CHAQUE ENTREPRISE.	12
1.24.4	COMPTE PRORATA	12
1.25	RECEPTION	12
1.26	DOE	12
2.0	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES	13
2.1	DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE CONTRACTUELS	13
2.2	PRODUITS CERTIFIÉS	13
2.3	ENDUITS INTÉRIEURS EN PLÂTRE	13
2.3.1	PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX MATERIAUX	13
2.3.2	ÉTENDUE DES TRAVAUX A LA CHARGE DU PRESENT LOT	13
2.3.3	PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES SUPPORTS	14
2.3.4	ÉTAT DE SURFACE DES ENDUITS FINIS	14
2.4	CLOISONS EN ÉLÉMENTS À PAREMENT FINI	15
2.4.1	GENERALITES	15
2.4.2	TRAVAUX PREPARATOIRES	15
2.4.3	ÉTAT DE SURFACE DES CLOISONS FINIES	16
2.4.4	PRESCRIPTIONS DIVERSES	16
2.4.5	EXECUTION DES CLOISONS A PAREMENTS FINIS EN PLATRE, AUTRES QUE CARREAUX DE PLATRE	16
2.5	CLOISONS ET HABILLAGES EN PLAQUES DE PAREMENT EN PLÂTRE	16
2.5.1	GENERALITES	16
2.5.2	PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX MATERIAUX	16
2.6	FAUX-PLAFONDS EN ÉLÉMENTS PRÉFABRIQUÉS DE PLÂTRE	17
2.6.1	GENERALITES	17
2.6.2	SUPPORTS DES PLAFONDS	17
2.6.3	PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX MATERIAUX	17
2.6.4	OSSATURES - SUSPENTES - FIXATIONS	17
2.6.5	RETEMENT DE PLAFOND	17
2.6.6	SUJETIONS DIVERSES	17
2.7	PRESCRIPTIONS COMMUNES	18
2.7.1	COORDINATION AVANT ET PENDANT LES TRAVAUX	18

2.7.2	RACCORDS - CALFEUTREMENTS - ETC.	18
2.7.3	PROTECTIONS ET NETTOYAGES	18

3.0	DEVIS DESCRIPTIF ET DE POSITION	19
------------	--	-----------

3.1	INSTALLATION DE CHANTIER	19
3.1.1	CONSTAT D'HUISSIER DES EXISTANTS, AVANT TRAVAUX	19
3.1.2	BRANCHEMENT ELECTRIQUE	19
3.1.3	BRANCHEMENT EAU	20
3.1.4	INSTALLATION BASE VIE	20
3.1.5	PROTECTIONS COLLECTIVES	21
3.1.6	CLOTURE GRILLAGEE HAUTEUR 2.00 ML	21
3.1.7	SIGNALETIQUE	21
3.1.8	NETTOYAGE GENERAL DU CHANTIER	21
3.2	PLATRIERIE - DOUBLAGES	21
3.2.1	FLOCAGE	21
3.2.2	CONTRE CLOISONS CF 1H	22
3.2.3	ENDUITS PLATRES	22
3.3	CLOISONNEMENTS	23
3.3.1	DEPOSE DE CLOISONS EXISTANTES	23
3.3.2	POSE DE CLOISONS	23
3.3.2.1	Cloisons CF 1h hydro 120/100	23
3.3.2.2	Cloisons CF ½ h hydro 98/48	23
3.3.3	TRAVAUX DIVERS	24
3.3.3.1	Rebouchage	24
3.4	FAUX PLAFONDS	24
3.4.1	DEPOSE DE FAUX PLAFONDS EXISTANTS ET ACCESSOIRES	24
3.4.2	FAUX PLAFONDS EN PANNEAUX DE 600 X 600 MM	24
3.5	FOURNITURE DES DOE / DIUO	24

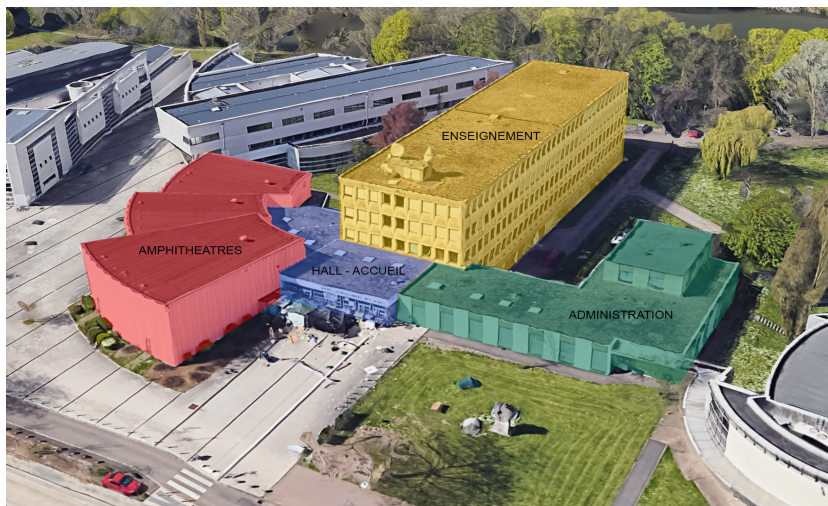
1.0 GÉNÉRALITÉS

1.1 Objet et connaissance des travaux.

Ce dossier PRO DCE indice 0 fait suite au dossier APD v.2 et aux remarques émises par le Maître d'Ouvrage.

Le projet porte sur des travaux d'aménagement du bâtiment A de l'UFR Art, Lettre et Langues situé sur le campus du Saulcy.

Le bâtiment s'organise en 3 entités : les amphithéâtres (au RDC), l'enseignement (du RDJ et R+3) et l'administration (RDC et R+1).



Les locaux concernés par la présente opération d'aménagement se situent dans la partie enseignement et se développent sur 2 niveaux : le Rez-De-Jardin et Rez-De-Chaussée.

Le programme :

Améliorer les conditions d'accueil et d'enseignement au sein du bâtiment A de l'UFR Arts Lettres et Langues situé sur le campus du Saulcy à Metz.

Avec d'une part, l'aménagement du département Arts du Spectacle au RDC et d'autre part, l'aménagement d'une partie du sous-sol en locaux de stockage, archives et pour l'épicerie solidaire au RDJ.

D'une manière générale, le bâtiment n'a jamais subi de rénovation globale, mais uniquement au cas par cas, suivant nécessité. Les salles concernées par la présente opération sont aujourd'hui inadaptées à leur usage.

1.2 Intervenants et contacts

Maîtrise d'œuvre :

Architecte : PPM Architecte - Patrick Paul MICHEL
47, rue Saint Livier 57000 METZ
03 87 63 86 61
agence@ppm-architecte.fr

Bureau de contrôle :

BTP CONSULTANTS
92b boulevard de la Solidarité 57070 METZ
03 72 39 54 63
cedric.berviller@btp-consultants.fr

Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé

ALPES CONTROLES
1, rue Jean Antoine Chaptal 57070 METZ
03 72 39 53 47
metz@alpes-controles.fr

L'entrepreneur titulaire du présent marché aura en charge les prises de rendez-vous et l'information quotidienne auprès des usagers, par tous moyens efficaces (contacts téléphoniques, affichages, courriers, avertissements directs, etc...) ; en cas de litige, il devra fournir la preuve de ses actions en transmettant systématiquement une copie au Maître d'œuvre et d'ouvrage.

1.3 Objet de la présente entreprise - Étendue des travaux

La présente entreprise a pour objet l'exécution des travaux de PLATRERIE FAUX PLAFOND faisant l'objet du présent lot n° 05.

Les prestations à la charge du présent corps d'état comprenant tous les travaux de Désamiantage, ainsi que tous travaux annexes et accessoires nécessaires à la finition complète et parfaite de l'œuvre dans le cadre des pièces contractuelles et de la réglementation en vigueur.

1.4 Prévention du risque d'exposition à l'amiante

Des repérages d'amiante dans les composants liés aux travaux décrits dans ce document ont été réalisés. Les rapports sont joints à l'appel d'offres.

L'entrepreneur est censé en avoir pris connaissance et avoir intégré dans son offre toutes dispositions visant à respecter la réglementation en vigueur sur les risques d'exposition à l'amiante pour ses salariés et toutes personnes ou animaux résidant dans ou à proximité des locaux concernés par les matériaux amiantés.

Certains personnels encadrant et non encadrant de l'entreprise, ainsi que des entreprises cocontractantes et sous-traitantes œuvrant sur site et mandatées par le titulaire, sont réputés être formés aux risques amiante.

L'entrepreneur mettra en œuvre les protections collectives et individuelles demandées dans la réglementation en vigueur sur l'amiante et par toutes personnes des organismes référant ou de contrôle. Ces protections concernent ses employés, ses sous-traitants et toutes les personnes situées dans l'environnement immédiat du chantier.

1.5 Connaissance des lieux

L'entrepreneur qui remet une offre est réputé avoir pris connaissance par ses propres moyens des lieux et des équipements existants et de toutes les conditions pouvant de quelque manière que ce soit avoir une influence sur la technicité, la qualité et les délais d'exécution des travaux, sur la mise en sécurité des lieux, sur les prix des ouvrages à réaliser.

Il devra au besoin, avant la remise de son offre, toute investigation complémentaire lui permettant de mieux connaître les lieux et les usages locaux.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de travaux et de prix, à des prolongations de délais et à la mise en œuvre de prestations et matériaux inadaptés.

La reconnaissance technique des supports existants à rénover ou à remplacer portera sur la constitution, la nature, l'état et l'importance des existants.

1.6 Rappel des interventions en co-activité

Les travaux décrits dans le présent document sont à réaliser en zone urbaine, dans des locaux et/ou aux abords de bâtiments utilisés par du public.

L'entrepreneur prendra de ce fait toutes dispositions dans l'organisation et la réalisation de ces travaux afin de n'engendrer aucun trouble et aucun risque aux personnes, aux animaux et pour protéger les existants et les biens.

Le maître d'ouvrage informera le titulaire du présent marché, de l'intervention d'autres intervenants que ceux indiqués dans le présent CCTP dont il a connaissance concourant à la rénovation ou à l'entretien des bâtiments et des lieux d'exécution des présentes.

L'entrepreneur du présent marché sera toujours tenu :

- de s'associer dès qu'il en a connaissance, à tout entretien ou réunion visant à l'organisation et à la sécurité de chantiers à déroulements simultanés destinés à la rénovation des bâtiments
- de pourvoir à une communication active et constructive vis à vis des autres intervenants : entreprises, maîtres d'œuvre, bureaux d'études et de contrôle, Coordonnateur SPS, maître d'ouvrage, etc...

1.7 Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

1.7.1 *Caractère non limitatif du CCTP*

Le CCTP a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son lot, en conformité avec les plans, la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

1.7.2 *Présentation et articulation du présent document*

Le présent document est présenté et articulé comme suit :

- 1.0 - Clauses et prescriptions générales
- 2.0 - Prescriptions techniques particulières
- 3.0 - Devis descriptif et de position

Les clauses et prescriptions énoncées en 1.0 et 2.0 ont un caractère complémentaire, et elles ne pourront en aucune façon, en cas de divergences éventuelles, être opposées entre elles.

1.8 Documents de référence contractuels

1.8.1 *Obligations contractuelles*

Les Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) pour les marchés privés, ou les Fascicules Interministériels (C.C.T.G.) pour les marchés publics, ainsi que les Normes Françaises (N.F.) sont documents contractuels.

Seront Documents contractuels tous les D.T.U. et documents ayant valeur de D.T.U., énumérés dans le C.C.T.P. des différents lots, mêmes ceux qui n'ont pas fait l'objet d'un Fascicule interministériel (C.C.T.G.) à la date telle qu'elle est définie ci-dessous, ceci par dérogation à la Réglementation des marchés publics.

Les C.C.S. des D.T.U. par contre ne sont pas Documents contractuels pour les marchés publics.

Chaque entrepreneur est contractuellement réputé être en possession et parfaitement connaître les D.T.U. ou C.C.T.G. ainsi que les N.F. en vigueur, applicables aux travaux de son marché.

Les entrepreneurs devront, dans l'exécution des prestations de leur marché, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents.

Par documents de référence contractuels applicables au présent marché, il faut entendre :

- tous les fascicules, additifs, modificatifs etc., connus à la date précisée au C.C.A.P. ou à défaut celle découlant des clauses du C.C.A.G.

1.8.2 *Ordre de préséance*

Dans le cas éventuel de divergence ou discordance implicite ou explicite entre les spécifications du C.C.T.P et les clauses et prescriptions des D.T.U ou C.C.T.G et des Normes :

- pour toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en oeuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc., ce sont les prescriptions des D.T.U ou C.C.T.G et des Normes qui prévaudront.

- pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, contenues plus particulièrement dans les "Cahiers des Clauses Spéciales des D.T.U.", se sont les clauses des documents particuliers du marché (C.C.A.P. et C.C.T.P) qui prévaudront.

1.8.3 *Matériaux et produits hors domaine d'application des D.T.U./C.C.T.G.*

Pour les matériaux et produits "non traditionnels" qui n'entrent pas dans le domaine d'application des D.T.U./C.C.T.G., les entrepreneurs devront se conformer strictement aux prescriptions et conditions des documents suivants :

- Avis technique, pour les matériaux et produits qui en ont fait l'objet
- Règles et prescriptions du Fabricant pour les matériaux et produits n'ayant pas fait l'objet d'un "Avis technique".

1.8.4 Documents réglementaires à caractère général

Les entrepreneurs devront toujours respecter dans l'exécution de leurs travaux ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires, dont notamment les suivants :

- R.E.E.F. ;
- Réglementation Sécurité Incendie ;
- Textes relatifs à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers ;
- Règlement sanitaire Départemental et/ou National ;
- Textes légaux relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement ;
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier ;
- Législation sur les conditions de travail et l'emploi de la main d'œuvre ;
- Règlements municipaux et/ou de police relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier ;
- Et tous autres textes réglementaires et lois ayant trait à la Construction, à l'Urbanisme, à la Sécurité, etc.

1.9 Dimensions des ouvrages

L'entrepreneur procédera sous sa seule responsabilité à la totalité des levées de côtes qui lui seront nécessaires.

1.10 Consistance des travaux

Les prestations à réaliser au titre du présent lot comprendront notamment :

- Le transport, la fourniture et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits, matériels et accessoires ;
- Les ouvrages seront exécutés conformément au présent descriptif et comporteront en plus des éléments énumérés, les accessoires nécessaires au parfait et complet achèvement ;
- La dépose et repose partielle de certains ouvrages existants pour mener à bien les travaux ;
- L'entrepreneur devra, en outre, procéder à la dépose et à l'évacuation des ouvrages remplacés. Il exécutera tous les raccords de maçonnerie, d'enduit, de plâtre ou autres revêtements ou tous autres habillages le cas échéant ;
- Les matériels et outillages nécessaires à la mise en œuvre des produits ;
- Les échafaudages nécessaires à la mise en œuvre des matériaux ;
- Les garde-corps nécessaires à la protection contre la chute des ouvriers et des matériaux ;
- La protection contre les intempéries de toutes natures ;
- Le nettoyage des salissures occasionnées par les interventions ;
- L'enlèvement de tous déchets, cartons, bidons et débris de toutes sortes provenant des travaux et la remise en état de toutes parties de murs, planchers, sols, menuiseries, vitreries, etc. dégradés par ces travaux ;
- L'exécution d'échantillons, d'essais et de contrôles nécessaires ;
- Le nettoyage et la mise en service ;

Tous les travaux accessoires nécessaires à l'exécution et à la bonne finition des travaux font implicitement partie du marché de l'entreprise.

1.11 Documents d'exécution

L'Entrepreneur devra soumettre au maître d'Œuvre, dans un délai de 20 jours à compter de la date de notification de chaque ordre de service, les pénalités seront appliquées en cas de délais non respecté.

Ensemble comprenant les pièces suivantes :

- o Le calendrier d'exécution des travaux par tâche, suivant trame du DPGF
- o Le projet des installations de chantier (plan, détails de la composition de la base vie, etc.)
- o Le plan de prévention de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S)
- o Un mémoire relatif à l'origine et à la qualité des fournitures et matériaux à mettre en œuvre,
- o Le plan d'assurance qualité,
- o Le plan de signalisation de chantier,
- o Les plans de repérage et d'implantation des éléments de l'ouvrage,
- o Les plans d'atelier et de chantier,
- o Les notes de calculs,
- o Les plans d'exécution

Les plans d'exécution doivent définir à eux seuls complètement les formes et la constitution des ouvrages, de toutes leurs pièces et leurs assemblages. Ils comprennent les plans de repérage, les plans d'implantation et les plans de détails, chacun d'eux étant établi à une échelle appropriée.

L'ensemble des détails d'assemblages est représenté avec, pour chaque assemblage, la totalité des pièces dessinées à l'échelle ainsi que les éléments contigus mis en œuvre par d'autres lots. Les plans d'exécution sont établis à partir du dossier et des indications fournis par la Maîtrise d'Oeuvre, en cohérence avec le tracé géométrique, la note de calculs et les procédures de fabrication et de montage. Ces plans sont exécutés conformément aux règles de l'art, et comprennent notamment les indications suivantes :

- La nomenclature et le repérage complets des éléments représentés ;
- Toutes les dimensions des éléments ;
- Les surcharges admissibles sur les divers éléments ou zones ;
- La nature des matériaux structurels et leurs caractéristiques mécaniques (qualités, charges de rupture, etc.) ;
- Toutes les sujétions de raccordement à l'interface avec d'autres corps d'état ;
- Tous les percements, réservations ou trémies pour les passages de gaines, conduits, canalisations des autres corps d'état.

1.12 Coordination des travaux

L'entrepreneur du présent lot devra passer commande en temps opportun à ses fournisseurs pour tous les produits dont il ne disposerait pas en atelier et nécessaires à la réalisation de ses travaux, sans compromettre le démarrage et de ceux-ci dans les temps et dates fixés au calendrier d'exécution.

Le Maître d'Oeuvre se réserve la possibilité de demander copie de ses commandes à l'entrepreneur et de vérifier dans ses ateliers ou sur le chantier, l'approvisionnement de ses fournitures et l'avancement des travaux de fabrication ou de façon nécessaire à la réalisation du chantier.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un retard apporté à la mise en œuvre de ses produits ou matériaux du fait d'une insuffisance d'approvisionnement.

1.13 Nettoyage - entretien

Conformément au Cahier des Clauses Administrative Générale de travaux en vigueur, le titulaire du présent marché veille lors de la réalisation de ses prestations, à respecter les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière de protection de l'environnement.

Il doit pouvoir en justifier à tout moment et sur simple demande du représentant du Maître d'ouvrage ou des autorités compétentes.

A cet effet, le titulaire prend les mesures permettant de limiter les nuisances à l'environnement, notamment pour les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et la flore, la pollution des eaux superficielles.

Gestion individuelle des déchets par chaque entreprise :

L'entrepreneur s'engage à ce que les gravois, déchets, matériaux et matériels provenant du chantier soient triés sur site et évacués journellement et au fur et à mesure de leur extraction vers des centres de valorisation et de recyclage adaptés, à toute distance, par tous moyens, à ses frais.

L'entrepreneur fera son affaire des autorisations, taxes, droits éventuels, etc. qui seront à sa charge.

Le chantier devra toujours être maintenu en bon état de propreté et l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet, conformément au PGC et à la charte chantier.

Les débris, chutes et déchets de toutes sortes provenant de la mise en œuvre de ses matériaux ou produits ne devront en aucun cas gêner les autres corps d'état dans l'exécution de leurs travaux.

En fin des travaux, l'entrepreneur devra enlever toutes les protections et effectuer tous les nettoyages dans toutes les zones touchées par les travaux ainsi que celles utilisées pour le passage des ouvriers, les approvisionnements et l'enlèvement des gravois.

Il devra exécuter à ses frais tous les travaux pour l'entretien et la réparation, qui seraient jugés nécessaires avant la réception des travaux.

Dans tous les cas, l'entrepreneur procédera au nettoyage final de ses ouvrages et de son chantier et maintiendra ceux-ci en bon état jusqu'à la date de réception des travaux.

En cas de non-respect des obligations de l'entrepreneur, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages et remise en états par une entreprise de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles de l'entrepreneur, et aux frais de l'entrepreneur.

1.14 Approvisionnements sur le chantier

Lors de l'installation de chantier, un emplacement sera déterminé et délimité physiquement en temps voulu. Les approvisionnements se feront quotidiennement, toutefois certains approvisionnements pourront être réalisés dans les locaux projetés selon la planification des travaux et sous l'entière responsabilité de l'entrepreneur.

1.15 Échantillons

L'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais, tous les échantillons de matériaux et produits, correspondant aux prescriptions du présent C.C.T.P.

Ces échantillons seront à faire parvenir dans un délai de 8 jours après notification du marché. Ils seront expédiés aux frais de l'entrepreneur avec retour éventuel à sa charge (ces échantillons seront déposés au bureau du Maître d'œuvre).

1.16 Enlèvement des matériaux déposés et des gravois

Les prix du marché comprendront implicitement la sortie des matériaux déposés, gravois et déchets en provenance des travaux, ainsi que l'enlèvement hors du chantier et le transport à la décharge publique à toute distance.

1.17 Sécurité et hygiène des chantiers

Elles seront conformes à la législation en vigueur.

Les travaux seront à réaliser en site occupé et des dispositions particulières seront à prendre de ce fait par l'entrepreneur :

- Pour garantir la sécurité des occupants
- Pour protéger les existants

L'entrepreneur aura à prendre toutes mesures pour éviter la propagation des poussières par mise en place d'écrans en bâches et par emploi d'appareillage électroportatif approprié récent et en bon état de fonctionnement.

Aucun câble électrique volant raccord de tuyauterie véhiculant un quelconque fluide, ne devra être placé dans les lieux de passage public, ni être accessible à toute personne étrangère à l'entreprise.

Dans le cas où le personnel de l'entreprise aurait à passer par l'intérieur de locaux privatifs pour accéder aux lieux d'exécution de travaux, toutes dispositions seront à prendre pour éviter toutes salissures ou tous dommages aux revêtements et équipements existants.

Il en serait de même en ce qui concerne les abords et espaces intérieures qui ne devront subir aucune dégradation du fait des travaux.

Le maître d'ouvrage se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer à l'entrepreneur de prendre des mesures de protection complémentaires.

Faute par l'entrepreneur de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira toutes les conséquences.

Salissures du domaine public et du domaine privé

Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs, accès aux bâtiments etc., des domaines privé et public devront toujours être maintenus en parfait état de propreté.

En cas de non-respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences.

Responsabilité de l'entrepreneur

L'entrepreneur demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations, sur le chantier ou à des tiers, mitoyenneté, voisinage, voiries, réseaux publics, etc.

Il sera également responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité, dus à un manque de protection et de signalisation.

1.18 Nuisances & site occupé

Les nuisances ressenties par les occupants sont essentiellement les suivantes :

- la détérioration des existants ;
- le défaut de nettoyage journalier ;
- les difficultés d'utilisation de certains locaux ;
- le bruit ;
- les poussières ;
- les nuisances consécutives au mauvais enchaînement des travaux (non-respect des horaires)

fixés, interruption, absence, nombre d'ouvriers irréguliers, etc...) ;
Afin de réduire ces nuisances inévitables, l'entrepreneur sera tenu de prendre toutes les dispositions en ce qui concerne notamment :

- le nombre d'ouvriers ;
- l'outillage, les appareils et machines utilisés ;
- le mode d'exécution des travaux ;
- les protections mises en place ;
- les mesures de sauvegarde des existants tels que revêtements de sols, peintures, papiers peints, mobiliers et équipements.

Compte tenu des conditions du chantier, l'entrepreneur veillera à ce que les bruits de chantier ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation.
Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé à l'entrepreneur de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix du marché.

1.19 Assurances et garanties

Conformes aux prescriptions du C.C.A.G.
Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages y compris aux biens construits, causés par l'exécution des prestations.
Le titulaire doit contracter les assurances couvrant l'activité et les travaux qui sont décrits dans le présent CCTP : il devra souscrire obligatoirement une police d'assurance spécifiques et complémentaires en cas de manque par rapport à l'activité déclarée.
L'attestation sera à fournir au moment de la signature du marché public.

Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale du signataire du marché pour toutes les activités détaillées au CCTP ou au programme détaillé des travaux et mises en œuvre sur le chantier y compris celles sous-traitées immédiatement ou ultérieurement.
Il doit justifier dans un délai de quinze jours maximum, à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue des responsabilités garanties dont la période de validité doit couvrir la date de la DROC sauf création d'entreprise postérieure à cette date.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation en vigueur, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.
A défaut de justificatifs d'assurances, le Maître d'ouvrage peut résilier le marché de plein droit sans autres préavis.

1.20 Sous-traitance

Aucun sous-traitant ne sera admis, s'il n'a été préalablement agréé par le pouvoir adjudicateur et si ses conditions de paiement n'ont pas été acceptées par le maître d'ouvrage.
Le ou les sous-traitants devront justifier de leurs qualifications.
En cas de sous-traitance, le titulaire reste responsable de l'ensemble des travaux qui lui ont été confiés.
Avant toutes interventions sur le chantier le titulaire devra fournir un dossier complet pour validation avant (RIB, Kbis, assurances, DC4 signé, ...)

1.21 Conformité à la réglementation "sécurité incendie"

Pour tous les matériaux et produits concernés par la Réglementation "Sécurité incendie", les entrepreneurs devront assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le P.V. d'essai au feu du matériau ou produit concerné.

1.22 Plan général de coordination en matière de protection de la santé

Le chantier est soumis en matière de sécurité aux dispositions de la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret 94-1159 du 26 décembre 1994.

Cette réglementation vise à l'intégration de la sécurité dès la phase de conception et organise la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé par la nomination d'un coordonnateur SPS dont la mission s'exerce lors des phases études des projets et lors des phases de réalisation, par la création de plans particuliers d'un collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) si le quota réglementaire est atteint.

Obligations des entreprises :

- participer activement à cette coordination ;
- participer aux réunions d'organisation de la coordination ;
- transmettre au Coordonnateur SPS tous les éléments permettant d'établir le Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) se rapportant à leurs marchés ;
- assister à la visite d'inspection commune préalable à toute intervention sur le chantier ;
- faire approuver son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) avant début des travaux ;
- désigner les représentants de l'entreprise qui devront siéger et participer au collège interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de travail s'il en est créé un.

Les prix remis par les entreprises comprendront les frais dus aux observations et obligations directes ou indirectes précisées dans le PGC SPS.

NOTA : l'entreprise devra se conformer aux prescriptions générales de coordination du P.G.C. et du DIUO (Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage)

1.23 Obligation de résultat – Règles de l'Art

L'obligation de résultat se définit par l'engagement contractuel des intervenants, de respecter les exigences fonctionnelles, techniques et réglementaire du projet.

Chaque intervenant vérifiera au fur et à mesure de la réalisation de ses travaux qu'ils permettent bien d'atteindre le résultat souhaité par le Maître d'ouvrage, et de réaliser le projet prévu en apportant toutes améliorations ou adaptations nécessaires, après validation MOE/MOA.

A ce titre, chaque intervenant est tenu de mettre en œuvre son savoir-faire correspondant aux Règles de l'Art de son métier principal régulièrement déclaré et enregistré. En cas de doute ou d'incapacité de faire, l'intervenant recherchera un prestataire le mieux adapté à la situation et le proposera en cotraitance ou en sous-traitance pour acceptation aux Maître d'œuvre et d'ouvrage.

Les travaux dus par l'Entrepreneur et décrits sommairement ci-après devront comporter l'intégralité des ouvrages nécessaires à leur complet achèvement et comprendre la fourniture de matériaux neufs et de première qualité et de tous les accessoires correspondants relevant de sa spécialité.

L'entrepreneur devra prendre toutes les précautions pour la préservation des ouvrages réalisés par lui et ceux réadaptés, jusqu'à la réception finale unique des prestations du marché effectuée avec le Maître d'ouvrage.

1.24 Obligations et observations communes

1.24.1 Planning

L'Entrepreneur établira et proposera un planning d'exécution des travaux sur la trame du DPGF, dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché. Ce planning respectera les conditions du présent C.C.T.P. et devra être proposé pour validation du maître d'œuvre qui, s'il y a lieu, le retournera accompagné de ses observations dans un délai de quinze (15) jours ouvrables, à date de réception.

Un planning par phase des interventions spécifiques et condensés sera proposé par l'entreprise pour toute interventions liées de près ou de loin aux locaux occupés.

Il sera procédé à l'examen et à la mise au point du planning général par séquence de travaux en réunion de chantier hebdomadaire.

Le planning général de chantier sera affiché en salle de réunion sur chantier. En cas d'actualisation du planning, le planning mis à jour sera à afficher sur chantier. L'ancien devra néanmoins être conservé dans la salle de réunion.

L'Entrepreneur devra mettre en œuvre les moyens matériels et un personnel suffisant pour assurer un avancement des travaux compatible avec le délai fixé dans l'acte d'engagement.

Si l'Entrepreneur ne respecte pas le programme et sans préjudice des mesures applicables en vertu des articles du C.C.A.G., le maître d'Œuvre pourra prescrire à l'Entrepreneur toutes mesures propres à assurer le respect des délais sans que les dépenses supplémentaires de matériel ou de main d'œuvre n'ouvrent droit pour l'Entrepreneur à aucune indemnité ou prix supplémentaire.

Le maître d'Œuvre pourra exiger que soient modifiées ou complétées les dispositions envisagées si celles-ci lui paraissent manifestement insuffisantes ou si, à l'expérience, elles ne donnent pas satisfaction, sans que l'Entrepreneur ne puisse élever aucune réclamation en raison du trouble qui pourrait être apporté à ses prévisions quant à l'organisation de ses chantiers.

1.24.2 Contrôle des travaux

L'Entrepreneur sera tenu de laisser, à tout moment, les responsables chargés du contrôle désignés par le maître d'Œuvre ou maître d'Ouvrage, pénétrer sur le chantier, le visiter et prendre toutes les dispositions pour leur permettre d'exercer leur mission dans les meilleures conditions. Il en sera de même pour les représentants du maître d'Ouvrage. L'Entrepreneur aura un représentant permanent qualifié et ayant pouvoir de décision sur le chantier. Ce représentant devra être en place pour la durée du chantier et n'aura qu'un seul suppléant.

1.24.3 Réception des supports par chaque entreprise.

Les DTU précisent les tolérances, planimétries, états des surfaces, arases, etc., des différents ouvrages. Lorsque ces ouvrages constituent le subjectile d'une prestation d'une autre entreprise. L'Entrepreneur est tenu de réceptionner avant tout commencement de ses travaux, les supports sur lesquels il intervient. Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, il lui appartient de le signaler, par écrit à la Maîtrise d'œuvre, qui décide des mesures à prendre.

Les travaux supplémentaires qui résulteraient de la mauvaise exécution des supports seraient déduits du compte de l'entreprise défaillante. Par le fait de soumissionner, les entreprises s'engagent à s'en remettre à l'arbitrage de la Maîtrise d'œuvre.

L'exécution des travaux sans réserve écrite implique, ipso facto, l'acceptation des supports et aucune réclamation ne pourra être formulée à ce titre par la suite.

1.24.4 Compte prorata

Il sera établi un compte prorata pour la répartition des dépenses communes de chantier, ces frais généraux comprennent (liste non-exhaustive) :

- ≈ Utilités (électricité, eau,),
- ≈ entretien des installations de chantier (cabane, sanitaires, protections,),
- ≈ Nettoyage,
- ≈ préchauffage des zones travaux en période hivernale,
- ≈ Gestion des déchets,

Le titulaire du compte prorata est le Lot PLâtrerie. L'organisation, la mise en place des équipements et les avances de frais seront à sa charge.

Enfin les autres Entrepreneurs seront désignés au démarrage du chantier pour siéger dans la commission compte prorata.

Ces frais sont compris dans le montant global et forfaitaire et ne pourront faire l'objet d'une demande de rémunération supplémentaire.

Les frais du compte prorata seront répartis entre tous les lots en fonction du montant du marché.

1.25 Réception

Une réception unique est formalisée par écrit et prononcée à l'achèvement complet de l'ensemble des travaux du marché.

Conformément à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, **la réception unique des travaux du marché conclu sera à demander par écrit par chaque l'entreprise au Maître d'Œuvre et d'ouvrage.**

1.26 DOE

Les DOE seront fournis sous forme dématérialisée, aux formats PDF, Word, Excel, JPEG, DWG, intégrant les essais COPREC + passage des caméras de manière générale.

2.0 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

2.1 DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE CONTRACTUELS

Les ouvrages du présent lot devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui lui sont applicables dont notamment les suivants :

D.T.U.

- | | |
|------------------|---|
| D.T.U. n° 25.1 | - Travaux d'enduits intérieurs en plâtre |
| D.T.U. n° 25.221 | - Plafonds constitués par un enduit armé en plâtre |
| D.T.U. n° 25.222 | - Plafonds fixés - Plaques de plâtre à enduire |
| D.T.U. n° 25.232 | - Plafonds suspendus - Plaques de plâtre à enduire |
| D.T.U. n° 25.31 | - Ouvrages verticaux en plâtrerie ne nécessitant pas l'application d'un enduit au plâtre |
| D.T.U. n° 25.41 | - Ouvrages en plaques de parement de plâtre |
| D.T.U. n° 25.42 | - Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwiches. Plaques de parement en plâtre-isolant |

Nomes N.F.

- Normes :
- | |
|------------------------------------|
| NF B 12-300 - B 12-301 et P 12-302 |
| NF P 72-301 et P 72-302 |
| NF A 91-102 - A 91-121 et A 91-131 |

ainsi que toutes les Normes françaises énumérées aux Annexes "Textes normatifs" de certains D.T.U. cités ci-avant, ou dans les C.C.T. des D.T.U.

Guide du C.S.T.B. :

Guide de l'isolation par l'intérieur des bâtiments d'habitation du point de vue des risques en cas d'incendie.

- Fascicule 1624 + 2118 et 2469 + erratum Nov. 1992.

Au sujet des D.T.U. / C.C.T.G. et Normes le cas échéant visés ci-dessus, il est ici bien précisé qu'en cas de discordance entre les spécifications, prescriptions et descriptions ci-après du présent document, et celles des D.T.U. / C.C. T. G. et Normes, l'ordre de préséance sera celui énoncé aux "Clauses communes à tous les Lots".

2.2 PRODUITS CERTIFIÉS

Pour tous les matériaux et fournitures ayant fait l'objet d'une "Certification" l'entrepreneur ne pourra mettre en oeuvre que des matériaux et fournitures titulaires de cette "certification".

Ces matériaux et fournitures "certifiés" 1993 sont les suivants concernant le présent lot :

Plaques de parement en plâtre n° 01.47

Produit de traitement de joints entre plaques de parement en plâtre n° 09.30

Complexes et sandwiches de doublage isolant n° 09.20

Mortiers adhésifs de pose de complexes plaques de plâtre isolant n° 09.31

2.3 ENDUITS INTÉRIEURS EN PLÂTRE

2.3.1 *Prescriptions relatives aux matériaux*

- | | | |
|----------------------|---|---|
| Plâtres |) | |
| Eau de gâchage |) | - ils devront répondre aux prescriptions du Chapitre II du C.C. n° 25.1 |
| Adjuvants |) | |
| Charges |) | |
| Angles métalliques : | | - ils seront en matière plastique ou en métal traité contre la corrosion conformément aux prescriptions de l'art. 3.3 du C.C. n° 25.1 à l'exclusion de protection par peinture. |

2.3.2 *Étendue des travaux à la charge du présent Lot*

Les travaux d'enduits intérieurs en plâtre comprendront :

- les prestations énumérées en 2.1 du C.C.S. du D.T.U. n° 25.1

- certaines des prestations énumérées en 2.2 du C.C.S. susvisé, à savoir :

- la protection contre la corrosion des éléments métalliques accidentellement apparus,
- la fourniture et la pose des protège-angles sauf ceux rapportés en saillie après coup,
- l'exécution des gorges, moulures, corniches, etc. le cas échéant,
- l'exécution de tous les angles rentrants ou sortants.

2.3.3 Prescriptions concernant les supports

Généralités

Les travaux préparatoires à réaliser sur certains supports avant exécution des enduits, seront réalisés dans les conditions précisées au Chapitre III du C.C. n° 25.1.

Dans le cas de supports non conformes, les frais de travaux préparatoires nécessaires seront réglés comme il est dit ci-après.

Les éléments métalliques des supports en contact avec le plâtre seront traités contre la corrosion comme spécifié au dernier alinéa de l'art. 3.3 du C.C. n° 25.1.

Réception des supports

Avant tout commencement de travaux, l'entrepreneur du présent corps d'état devra procéder à la réception des supports devant recevoir un enduit en plâtre, afin de s'assurer que ces supports présentent toutes les conditions requises pour permettre une bonne adhérence des enduits.

Le cas échéant, le plâtrier fera immédiatement et par écrit au Maître d'œuvre, les réserves et observations qu'il jugera nécessaires.

Supports non conformes

Dans le cas où tous ou certains supports ne seraient pas aptes à recevoir les travaux prévus notamment en ce qui concerne : l'état de surface, la rugosité, la planitude, les aplombs et équerrages, la position des bâtis et huisseries, la saillie des canalisations électriques, etc., il sera à exécuter des travaux préparatoires pour remédier à cet état de choses.

Selon leur nature, et sur ordre du Maître d'œuvre, ces travaux seront réalisés soit par l'entrepreneur responsable, soit par le présent Lot, mais les frais en seront toujours supportés par l'entrepreneur responsable.

A ce sujet, il est cependant précisé que le présent Lot aura implicitement à sa charge l'exécution des dégrossis et surcharges locales au plâtre, étant bien spécifié que seules les surcharges générales consécutives à un manque de planitude générale du support seront imputées à l'entrepreneur ayant réalisé ces supports.

Supports en béton

Sur tous les supports en béton tant horizontaux que verticaux, l'entrepreneur du présent Lot aura à prendre toutes dispositions pour garantir une parfaite adhérence de l'enduit plâtre sur le béton.

Ces dispositions pourront être :

- soit celles définies en 3.42 du C.C. n° 25.1,
- soit l'application d'un produit d'adhérence spécifique sur le support, mis en œuvre conformément aux prescriptions du fabricant, après brossage énergétique du béton.

Supports particuliers - Supports de natures différentes juxtaposés

Il est précisé que l'entrepreneur aura implicitement à sa charge la fourniture et la pose de tous grillages ou treillages nécessaires à la bonne tenue des enduits sur certains supports particuliers dont la nature du parement les rend nécessaires.

Mêmes spécifications en ce qui concerne les obligations imposées par l'art. 3.44 du C.C. n° 25.1 pour ce qui est de grillages ou treillages à prévoir aux jonctions de supports de natures différentes.

Dans le cas de supports en fibre de bois agglomérés au ciment, le présent corps d'état aura à exécuter un gobetis au mortier avant l'exécution de l'enduit plâtre.

Les grillages nécessaires seront mis en œuvre dans les conditions précisées à l'art. 3.43 du C.C. susvisé.

2.3.4 État de surface des enduits finis

Planitude

Conformément à l'art. 5.4 du C.C. susvisé, les tolérances de planitude seront les suivantes :

- planitude locale : 1 mm sur 0,20 m,
- plénitude générale : 10 mm sur 2,00 m (enduits sans nus ni repères).

Prescriptions complémentaires

Dans le cas d' huisseries et bâtis bois, l' enduit plâtre fini devra parfaitement affleurer ces éléments.
Mêmes prescriptions pour ce qui est des menuiseries extérieures disposées au nu intérieur du mur.

Les angles métalliques devront toujours être complètement et parfaitement enrobés.

Dans le cas où il est prévu des revêtements spéciaux rigides collés directement sur l' enduit plâtre tels que carrelages, panneaux stratifiés, éléments acoustiques, etc. les tolérances de planéité pour ces parties d' enduit seront, par dérogation à l' article 5.42 du C.C. n° 25.1, les suivantes :

- planitude générale : 5 mm sur 2,00 m en tous sens.
- planitude locale : 1 mm sur 0,20 m en tous sens.

Cas d' enduits non conformes

Dans le cas où le parement des enduits ne répondrait pas aux prescriptions du présent article, le Maître d' oeuvre pourra faire reprendre les travaux par le présent Lot, ou faire exécuter des travaux préparatoires supplémentaires par l' entrepreneur chargé des travaux de revêtements, mais aux frais du présent Lot.

2.4 CLOISONS EN ÉLÉMENTS À PAREMENT FINI

2.4.1 Généralités

Cahiers des clauses techniques D.T.U.

Seules les cloisons en carreaux de plâtre à parements lisses font l' objet d' un Cahier des clauses techniques D.T.U. (D.T.U. n° 25.31).

Les autres types de cloisons à parements finis en éléments de plâtre seront donc traités par analogie, et les prescriptions du D.T.U. n° 25.31 leur seront applicables à l' exclusion de celles spécifiques aux carreaux en plâtre, ceci en complément aux prescriptions de mise en oeuvre des fabricants et des "Avis techniques".

Étendue des prestations à la charge du présent Lot

Les travaux de cloisons comprendront les prestations énumérées en 2.1 et en 2.2 du C.C.S. n° 25.31.

Par dérogation aux dispositions de l' art. 2.3 du C.C.S. n° 25.31, la fourniture et la mise en place, réglage et scellement au gros-oeuvre, des poteaux raidisseurs ou de renforts nécessaires dans le cadre des prescriptions de l' art. 1.2 du C.C.S. n° 25.31 sont à la charge du présent Lot.

2.4.2 - Prescriptions relatives aux matériaux

- | | | |
|--|---|---|
| Carreaux de plâtre | : | - ils devront répondre aux prescriptions de l' art. 2.1 du C.C.T. n° 25.31 |
| Matériaux de joints raccords de l' art. 2.2 du | : | - ces matériaux seront des colles et du plâtre PFC répondant aux prescriptions |
| matériau. | : | C.C.T n° 25.31, dans tous les cas conformes aux impératifs de l' "Avis technique" du |
| Éléments métalliques être traités | : | - tous les éléments métalliques entrant dans les ouvrages de cloisons devront |
| par galvanisation | : | contre la corrosion par cloisons devront être traités contre la corrosion |
| | : | ou protection équivalente de caractéristiques au moins égales à celles définies en 2.3 du |
| | : | C.C.T. n° 25.31, la protection par peinture seule n' étant pas admise |
| Matériaux isolants | : | - ils devront être de 1ère qualité en l' espèce indiquée, et comporter un pare vapeur |
| | : | dans tous |
| | : | les cas où celui-ci est nécessaire, |
| "Classement | : | - leur degré de "résistance au feu" devra répondre à celui exigé compte tenu du |
| | : | Feu" de la construction exigé compte tenu du "Classement feu" de la construction. |
| Matériaux résilients | : | - conformes aux caractéristiques énoncées en 2.4 du C.C.T. n° 25.31. |

2.4.2 Travaux préparatoires

Après implantation des cloisons, mise en place et scellement des poteaux raidisseurs ou renforts le cas échéant, l' entrepreneur aura à réaliser les travaux préparatoires définis au Chapitre III du C.C.T. n° 25.31.

2.4.3 État de surface des cloisons finies

L'aspect de surface ainsi que les tolérances de planitude des parements finis devront répondre aux conditions et prescriptions du Chapitre V du C.C.T. n° 25.31.

L'entrepreneur aura si besoin est, pour répondre à ces conditions, à réaliser tous travaux nécessaires pour réparation des défauts localisés, rattrapages des désaffleurement au droit des joints par enduisage et ponçage, etc., dans les règles définies à l'art. 4.62 du C.C.T.

2.4.4 Prescriptions diverses

Il est rappelé, conformément aux dispositions de l'art. 2.2 du Mémento n° 25.31, que seules les canalisations électriques et courants faibles peuvent être encastrées dans les cloisons en carreaux de plâtre.

Ces encastrement sont soumis à des conditions d'exécutions, de dimensions et de tracés impératifs définis à l'art. 2.1 du Mémento 25.31.

Il incombera à l'entrepreneur du présent Lot de prendre contact avec l'entrepreneur d'électricité en temps voulu, pour attirer son attention à ce sujet et lui donner toutes indications utiles.

Mêmes prescriptions en ce qui concerne la fixation des objets lourds traités en 2.3 du Mémento susvisé.

Les passages de tuyauteries, gaines, câbles, etc. à l'intérieur des cloisons à ossature métallique ainsi que les fixations d'objets sur ces ossatures, devront se faire conformément aux prescriptions du fabricant, et l'entrepreneur du présent Lot devra en avertir les corps d'états intéressés.

2.4.5 Exécution des cloisons à parements finis en plâtre, autres que carreaux de plâtre

En application des spécifications de l'art. 08 00 02 1 du présent document, ces cloisons seront traitées par analogie aux cloisons en carreaux de plâtre, et leur exécution devra répondre :

a) - aux prescriptions de leur "Avis technique" ainsi qu'aux prescriptions de mise en œuvre du fabricant, tant en ce qui concerne les matériaux de montage et de liaison que le montage proprement dit, les travaux de finition, etc.,

b) - aux conditions et prescriptions ci-avant définies pour les cloisons en carreaux de plâtre, dans la mesure où elles sont compatibles avec le type de cloison et où elles ne sont pas contraires aux prescriptions des documents visés au paragraphe ci-dessus.

Les dimensions limites d'utilisation fixées par le fabricant ne pourront en aucun cas être dépassées.

Avant le début des travaux, l'entrepreneur du présent Lot sera tenu de provoquer une réunion sur le chantier avec le fabricant. Ce dernier devra donner par écrit toutes instructions de mise en œuvre en fonction des particularités du chantier, que l'entrepreneur devra scrupuleusement respecter.

2.5 CLOISONS ET HABILLAGES EN PLAQUES DE PAREMENT EN PLÂTRE

2.5.1 Généralités

Cahier des Clauses Techniques D.T.U.

Les ouvrages en plaques de parement en plâtre devront répondre au D.T.U. n° 25.41.

Les autres types de cloisons et habillages tels que cités en 4ème alinéa de l'article 1.11 du C.C. 25.41 devront répondre à l'"Avis technique" qui leur est propre ainsi qu'aux prescriptions, dans le cas où elles sont plus contraignantes, du C.C. n° 25.41 pour les travaux analogues.

Étendue des prestations à la charge du présent Lot

Les travaux de cloisons et habillages en plaques de parement en plâtre comprendront les prestations énumérées en 2.1 du C.C.S. n° 25.41 ainsi que celles visées aux 2ème et 3ème alinéas en 2.2 du C.C.S. susvisé.

2.5.2 Prescriptions relatives aux matériaux

Tous les matériaux nécessaires à la réalisation des cloisons et habillages en plaques de parement en plâtre, à savoir :

- plaques standard, haute dureté et/ou spécial feu, revêtues ou non d'un pare-vapeur suivant spécifications ci-après,
- matériaux de traitement des joints et raccords,
- ossature bois et/ou métalliques suivant spécifications ci-après,
- moyen de fixation par pointes ou par vis,
- adhésif de collage des plaques, colle contact, couvre-joint, feuille ou profil plastique, etc., devront répondre aux prescriptions du D.T.U. n° 25.41.

2.6 FAUX-PLAFONDS EN ÉLÉMENTS PRÉFABRIQUÉS DE PLÂTRE

2.6.1 Généralités

Les travaux seront soumis aux conditions et prescriptions des D.T.U. 25.222 et 25.232. Ces travaux comprendront implicitement tous ouvrages principaux et accessoires nécessaires quels qu'ils soient, tant en ce qui concerne les ossatures, suspentes, fixations, etc. que les plafonds proprement dits, et les ouvrages de finition.

L'ensemble des travaux devra d'autre part être réalisé d'une façon absolument conforme aux prescriptions de mise en oeuvre du fabricant du type de plafond considéré.

2.6.2 Supports des plafonds

Il appartiendra à l'entrepreneur du présent corps d'état de se mettre en rapport en temps voulu avec le ou les entrepreneurs chargés de l'exécution des ouvrages constituant les supports des plafonds, afin de leur donner toutes indications utiles avec tous dessins cotés à l'appui, pour ce qui est des percements, douilles, fers ou crochets en attente, rails de fixation, etc. à prévoir dans ces supports.

Dans les cas de douilles, rails, fers ou crochets en attente à incorporer au coulage des ouvrages, l'entrepreneur du présent corps d'état fournira ces accessoires au maçon, et il en contrôlera la mise en oeuvre.

2.6.3 Prescriptions relatives aux matériaux

Tous les matériaux et fournitures à mettre en oeuvre devront répondre aux prescriptions des D.T.U. n° 25.222 et n° 25.232.

2.6.4 Ossatures - Suspentes - Fixations

Pour tous les plafonds de tous types, l'entrepreneur du présent Lot devra l'exécution de tous ouvrages nécessaires à la réalisation des ossatures de fixation et de pose.

Ces ossatures comprendront tous les éléments utiles en fonction du type de plafond et de la nature du support.

L'entrepreneur déterminera la disposition et les sections des différents éléments de l'ossature en fonction des portées, du type de plafond, de la nature du revêtement, des surcharges dues à l'appareillage électrique ou autres, etc. de manière à assurer dans tous les cas une tenue parfaite des plafonds et à donner toutes garanties de sécurité.

Toutes les fixations des éléments de l'ossature sur le support seront à la charge du présent corps d'état.

Sur des supports en béton, ces fixations se feront soit par pisto-scellement, soit sur douilles ou rails incorporés au coulage, soit sur des crochets laissés en attente au coulage, soit par tout autre moyen efficace à faire agréer par le Maître d'œuvre, à l'exclusion des scellements en sous-face de plancher.

Sur des supports métalliques, ces fixations se feront soit par boulonnage sur percements prévus en attente, soit à l'aide de colliers, étriers ou crochets spéciaux.

Sur des supports en bois, ces fixations se feront par tirefonds ou vis à bois de dimensions adéquates.

Tous les éléments de l'ossature et ceux de fixation en métal ferreux seront traités contre la corrosion, soit par galvanisation à chaud, soit par métallisation au zinc, éventuellement, mais après accord écrit du Maître d'œuvre, par peinture spéciale au minium de plomb.

2.6.5 Revêtement de plafond

Les éléments du revêtement de plafond seront fixés sur l'ossature suivant le système prévu par le fabricant.

Cette fixation devra être telle qu'il ne puisse se produire aucune déformation du revêtement par suite de dilatations ou autres causes.

En aucun cas, la fixation quelle qu'elle soit ne devra être visible sur le parement fini.

La finition du plafond devra être très soigneusement réalisée notamment en ce qui concerne les ajustages en rives et au droit des pénétrations, en aucun cas par un couvre-joint rapporté sous le plafond.

2.6.6 Sujétions diverses

L'entrepreneur aura à sa charge toutes sujétions d'exécution imposées par les besoins des autres corps d'état, notamment :

- tous découpages et ajustages pour appareils d'éclairages,
- toutes façons de trappes ou volets ouvrants ou amovibles, pour permettre l'accès aux robinetteries, boîtes de dérivation, etc.,
- tous percements et découpage au passage de tuyauteries et autres,
- etc...

2.7 PRESCRIPTIONS COMMUNES

2.7.1 *Coordination avant et pendant les travaux*

Au cours de la période de préparation, l'entrepreneur du présent Lot devra :

- remettre à l'entreprise de Gros-œuvre par le canal du Maître d'œuvre, toutes indications relatives à l'état de livraison, à la préparation, etc. des supports destinés aux travaux du présent Lot,
- remettre aux autres entreprises intéressées, toujours par le canal du Maître d'œuvre, tous les renseignements et éléments nécessaires pour guider les dites entreprises dans la préparation ou l'exécution des ouvrages pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent Lot.

En complément aux prescriptions des D.T.U., l'entrepreneur sera tenu :

- de s'informer auprès du Maître d'œuvre des éventuelles sujétions particulières pouvant découler des conditions d'exploitation des locaux et pouvant avoir une influence sur les travaux de cloisons, habillages et plafonds,
- de prendre contact en temps opportun avec les entrepreneurs des autres corps d'état afin de prendre conjointement toutes dispositions pour assurer une parfaite coordination de leurs travaux respectifs.

2.7.2 *Raccords - Calfeutrements - Etc.*

Sur les surfaces enduites en plâtre, l'entrepreneur du présent Lot devra implicitement :

- l'exécution de tous les raccords de percements, scellements, tranchées, etc. afférents aux ouvrages des autres corps d'état,
 - tous les calfeutrements, garnissages, solins, etc. nécessaires au droit des menuiseries, huisseries, canalisations ou autres,
 - tous les raccords de finition en rives après exécution des plinthes et revêtements verticaux scellés, le cas échéant.
- Ces raccords, calfeutrements, etc. font implicitement partie des prestations du marché du présent Lot, ceci par dérogation aux clauses de l'art. 2.3 du C.C.S. n° 25.1, dernier alinéa.

Sur les cloisons et plafonds, le présent Lot aura également à sa charge, l'exécution des raccords des percements, scellements, rebouchages, etc. exécutés par les autres corps d'état.

Dans le cas toutefois où ces travaux sont consécutifs à des erreurs d'exécution ou des malfaçons ou à des retards d'exécution d'autres corps d'état, le présent Lot ne pourra se refuser à les exécuter, mais les frais en seront supportés par le ou les corps d'états responsables.

2.7.3 *Protections et nettoyages*

L'entrepreneur du présent Lot devra prendre toutes dispositions pour protéger lors de l'exécution de ses travaux, tous les ouvrages pouvant être tachés par le plâtre ou la colle.

Après finition des plâtres et après exécution des raccords, tous les ouvrages qui n'auraient pas ou imparfaitement été protégés seront parfaitement nettoyés. Dans le cas d'ouvrages en bois apparent, les protections devront être absolument efficaces, aucune projection ni souillure n'étant tolérée.

Dès finition des travaux, les locaux dans lesquels le présent Lot aura exécuté des travaux ainsi que ceux salis durant leur traversée seront immédiatement nettoyés, les sols seront grattés et soigneusement nettoyés de tous déchets de plâtre pouvant nuire à une parfaite adhérence des revêtements de sols prévus.

Tous les déchets de plâtre et autres décombres en provenance des travaux seront sortis du bâtiment.

3.0 DEVIS DESCRIPTIF ET DE POSITION

GÉNÉRALITÉ

- Les doublages et cloisons seront posés sur supports bruts, avant ragréages.
- Les plaques en locaux humides et sur l'ensemble du RDJ seront de type hydrofuge
- Toutes les cloisons ou doublages seront réalisés de dalle à dalle et devront contourner et s'adapter à toutes les retombées de poutre et structure existantes, afin d'éviter tous ponts thermique et phonique.
- L'ensemble des quantités mentionnées (comptés vide pour plein) permet de prendre en compte implicitement les découpes de plaques de plâtre, de complexe isolant, les habillages d'ébrasement divers et toutes sujétions pour l'entourage des menuiseries intérieures et extérieures.
- Des renforts seront à prévoir au droit de tous appareils ou éléments accrochés au mur.
- Les cloisons et doublages seront désolidarisés des structures porteuses du bâtiment par mise en place de bandes résilientes, de même entre cloisons.
- Les plaques de parement multiple seront posées à joints décalés.
- Les cloisons seront toute hauteur entre plancher porteur bas et plancher porteur haut, et avant mise en œuvre des chapes. L'étanchéité à l'air entre le rail bas et le sol sera assurée par interposition d'un ruban mousse à cellules fermées.
- L'étanchéité au sol sera assurée par un joint au mastic acrylique sous la dernière plaque de chaque parement.

3.1 Installation de chantier

Le présent lot est désigné comme lot support pour les installations communes de chantier.

À ce titre, il assurera la fourniture, la mise en place, l'entretien, les consommations, les adaptations éventuelles en cours de chantier et le repli de l'ensemble des installations communes nécessaires à l'exécution des travaux de tous les corps d'état.

Les dépenses correspondantes feront l'objet d'une répartition selon les modalités prévues au CCAP et au compte prorata.

En complément des prestations explicitement décrites dans le présent document, l'entreprise doit inclure dans son prix global et forfaitaire toutes les prestations d'hygiène et sécurité imposées par :

- les travaux,
- le code du travail et la direction du travail et de l'emploi,
- la Loi 93.1418 du 31/12/93 et la circulaire d'application : DRT n°9605 du 10/04/96 (Travail),
- les organismes de prévention : DIRECCTE, CARSAT, OPPBTP.

Sont à inclure à ce titre, toutes les installations, équipements et prestations, concernant l'hygiène et la sécurité du chantier, définie par le C.C.A.P. le Plan Général de Coordination établi par le coordonnateur S.P.S. et le plan de principe d'installation de chantier établis par le Maître d'œuvre.

L'entreprise devra remettre au Maître d'Œuvre et au Pilote, pour avis, un plan des installations de chantier.

3.1.1 *Constat d'huissier des existants, avant travaux*

Un constat d'huissier sera dressé par l'entreprise avant le démarrage des travaux.
Il devra prendre en compte l'état des existants.

Mode de métré : à l'ensemble

3.1.2 *Branchement électrique*

Branchement électrique pour les besoins des travaux, y compris recherche préalable du point de raccordement, et câble de raccordement provisoire.

Prestations comprises :

- recherche du point de raccordement,
- fourniture et pose du câble de raccordement provisoire, avec tous les supports nécessaires pour son cheminement,
- raccordement au réseau,

- fourniture et pose ou location d'une armoire de comptage,
- frais de consommation et d'entretien à la charge du présent lot,
- repli et remise en état des lieux, identique à l'origine,
- durée suivant calendrier des travaux,
- toutes prestations de main d'œuvre et de matériel.

L'installation électrique provisoire sera dimensionnée pour l'ensemble des besoins du chantier.

Le titulaire assurera la maintenance, les vérifications réglementaires, les adaptations éventuelles et la continuité d'alimentation pendant toute la durée des travaux.

Mode de métré : à l'ensemble

3.1.3 Branchement eau

Branchement eau pour les besoins du chantier, y compris recherche préalable du point de raccordement, et conduite de raccordement.

Prestations comprises :

- Branchement sur le réseau existant, conduites, grillage avertisseur,
- fourniture et pose ou location d'un compteur,
- frais de consommation et d'entretien,
- repli et remise en état des lieux, identique à l'origine,
- durée suivant calendrier des travaux.

L'installation provisoire d'alimentation en eau devra permettre l'alimentation de l'ensemble des entreprises intervenant sur le chantier.

Le titulaire assurera l'entretien, la protection contre le gel et les adaptations nécessaires pendant toute la durée des travaux.

Mode de métré : à l'ensemble

3.1.4 Installation base vie

Les installations seront dimensionnées conformément aux dispositions du Code du Travail, en fonction de l'effectif maximal prévisionnel du chantier.

Prestations comprises :

- vestiaire adapté à l'effectif du chantier : armoires métalliques et bancs de chantier,
- réfectoire adapté à l'effectif du chantier : tables, chaises, réseaux de distribution eau, raccordement et évacuation, armoires à pharmacie,
- sanitaires : 1 wc, 1 urinoir, 1 douche avec cabine de déshabillage, lavabos, production d'eau chaude par chauffe-eau électrique, réseaux de distribution eau froide et eau chaude, raccordement et évacuation,
- salle de réunion adaptée à l'effectif du chantier : téléphone/fax, extincteur, panneau avec numéros d'urgence, armoires de rangement fermant à clé, casques neufs pour la maîtrise de chantier, table de réunion et chaises pour 10 personnes, dispositifs pour l'affichage des plans aux murs, climatisation pour les périodes de fortes chaleurs,
- pose de barillets provisoires afin de sécuriser les locaux,
- chauffage électrique, éclairage,
- affichage des consignes d'hygiène et de sécurité,
- nettoyage, entretien courant, consommables sanitaires (papier hygiénique, savon, essuie-mains, etc.) et maintien en parfait état d'usage pendant toute la durée du chantier,
- poubelles extérieures et organisation de l'évacuation des ordures,
- repli et remise en état des lieux, identique à l'origine,
- durée suivant calendrier des travaux,
- toutes prestations de main d'œuvre et de matériel.

Mode de métré : à l'ensemble

3.1.5 Protections collectives

Fourniture et mise en place des protections collectives.

Prestations comprises :

- mise en place, au fur et à mesure de l'avancement du chantier, des protections collectives demandées par les organismes de prévention (Inspection du Travail, OPPBTP, etc...) et transcrites dans le PGCSPS,
- mise en place de la fermeture provisoire du bâtiment,
- maintien des protections collectives jusqu'à disparition effective du risque et accord du coordonnateur SPS,
- toutes prestations de main d'œuvre et de matériel.

Mode de métré : à l'ensemble

3.1.6 Clôture grillagée hauteur 2.00 ML

Réalisation d'une clôture de chantier constituée par un grillage métallique solidement lesté, type grillage.

Elle restera sur place jusqu'à la fin des travaux.

Compris portillon ou portail d'accès chantier, signalisation réglementaire et maintien en parfait état pendant toute la durée des travaux.

Les panneaux seront en bon état et auront reçu un revêtement anticorrosion. Ils auront une hauteur de 2 m au minimum.

L'accès sera condamné par chaîne et cadenas en soirée et le week-end.

Mode de métré : à l'ensemble

3.1.7 Signalétique

Mise en place d'une signalétique de chantier très visible, réalisée en concertation avec les services de la ville. Ce poste comprend également les frais pour avertir le piéton de la nécessité de changer de trottoir.

Mode de métré : à l'ensemble

3.1.8 Nettoyage général du chantier

Le présent lot assurera l'organisation et l'exécution du nettoyage général des parties communes du chantier pendant toute la durée des travaux.

Sont compris notamment :

- le nettoyage périodique des circulations communes, accès de chantier, zones de stockage communes et abords immédiats du chantier ;
- l'évacuation des déchets abandonnés dans les zones communes lorsque leur origine ne peut être clairement identifiée ;
- la fourniture des matériels, équipements et consommables nécessaires ;
- toutes sujétions de main-d'œuvre, de manutention et d'évacuation.

Cette prestation est réalisée pour le compte de l'ensemble des entreprises intervenant sur l'opération.

Les dépenses correspondantes feront l'objet d'une répartition entre les entreprises selon les modalités définies au CCAP et au compte prorata.

Mode de métré : à l'ensemble.

3.2 Plâtrerie - Doublages

3.2.1 Flocage

Comprenant :

- Préparation des supports suivant prescriptions du fabricant et nature du support.
- Flocage CF 1H,

- Projection de fibres minérales ou produit pâteux soufflées à la machine avec liants inorganiques du type ciment et adjuvants spécifiques.
- Compris toutes sujétions pour projection en 2 épaisseurs si nécessaire suivant préconisation du DTU et armatures intermédiaires pour accrochage de la seconde couche si nécessaire ;
- L'épaisseur de l'isolant devra être vérifiée par le maître d'œuvre ;
- Compris projection en sous face du plancher existant, développé des poutres et retours verticaux sur les parois de façades et en limite de zone d'isolation ;
- Talochage et roulage du produit ;
- Finition projection brute toutes surfaces ;
- Calfeutrement soigné et parfait au droit de toutes les menuiseries extérieures pour réduire au maximum les bruits extérieurs (joints à la pompe) ;
- Traitement soigné de tous les points singuliers, ébrasements, abouts, parties haute et basse des doublages (isolation acoustique), etc ;
- Les éléments techniques tel que Vanne de coupure, de purge et boîtes de dérivations devront rester apparent ;
- Compris toutes sujétions pour exécution de la prestation en hauteur restreinte, encombrement et embarras, protections, et nettoyage après intervention ;
- Le raccordement jusqu'au point d'eau du chantier / à la charge du présent lot ;
- Respect de l'étiquetage A+ ;
- Les bons de livraisons des isolants devront être transmis.

Revêtement projeté

Épaisseur à définir suivant exigences au feu attendue

Mode de métré : au mètre carré

Localisation : Pour l'ensemble des plafonds des locaux réaménagés du RDJ et du local stockage au RDC.

3.2.2 Contre cloisons CF 1h

Fourniture et pose de contre-cloisons coupe-feu CF 1h, constituées d'une ossature métallique de 100 mm fixée sur sol, murs et plafond.

L'isolant sera une laine de roche haute densité, adaptée à la résistance au feu et aux conditions d'humidité en zone inondable.

Les parements seront composés de plaques de plâtre type BA 13 ou BA 18 hydrofuges (type H1), en simple ou double parement selon le procédé retenu, posées conformément aux prescriptions du fabricant afin d'assurer la stabilité mécanique et le classement coupe-feu 1 heure.

Les joints entre plaques seront traités avec bandes et enduits adaptés aux milieux humides et conformes aux exigences de résistance au feu.

La mise en œuvre comprendra tous les accessoires de fixation, garnissage des cavités et calfeutrements nécessaires pour atteindre le classement CF 1h, tout en garantissant une durabilité en zone inondable et le respect strict du PV de classement au feu du système mis en œuvre.

Mode de métré : au mètre carré

Localisation : au RDJ dans l'ensemble des salles concernées par cette opération (archives et épicerie solidaire)

3.2.3 Enduits plâtres

L'entrepreneur du présent lot devra implicitement :

L'exécution de tous les raccords et redressements nécessaire au droit des anciens cloisonnement démolis, Comprenant lissage et toutes adaptations nécessaires pour former une surface plane prêt à peindre.

Tous les raccords de finition, calfeutrements, etc.

FDES et respect de l'étiquetage A+

Mode de métré : au mètre carré

Localisation : Pour adaptations cloisons existantes et créées / reprofilage de planéité / réparations ponctuelles ...

3.3 Cloisonnements

3.3.1 Dépose de cloisons existantes

L'entreprise aura à sa charge la dépose soignée des cloisons et faux plafonds afin de prendre en compte les aménagements du projet. Compris frais d'évacuations et de décharges agréées.

Mode de métré : au mètre carré

Localisation : pour l'ensemble des cloisons déposées / remaniées au RDC.

3.3.2 Pose de Cloisons

Cloisonnement en plaques de plâtres vissés sur l'ossature métallique, isolation minérale, de type PLACOSTIL des Ets PLACO ou produits équivalents, plaques répondant à la norme N.F.P. 72.302.

Mise en œuvre conforme aux prescriptions du D.T.U. 25.41 et du fabricant notamment :

- mise en place de l'ossature avec montants et tous accessoires, huisseries de portes, etc. Liaisonnement de l'ossature par sertissage.
- mise en place des plaques vissées sur l'ossature.
- mise en place de profil U en aluminium laqué sur menuiserie extérieure pour jonction des cloisons

Selon spécification isolant acoustique entre parement constitué par des panneaux semi-rigides de fibre minérale, disposés entre les montants métalliques.

L'espacement des montants métalliques sera défini en fonction de la hauteur totale du cloisonnement

Les travaux comprendront la réalisation des calfeutrements sur ouvrages voisins, toutes les sujétions sur les canalisations traversantes pour conserver l'isolation phonique et assurer une bonne finition.

Marquage CE + Marque NF

FDES et respect de l'étiquetage A+

Caractéristiques du degré coupe-feu des cloisonnements

Parois entre locaux et dégagements : CF 1 heure.

Parois entre locaux classés à risques courants : PF ½ heure.

3.3.2.1 Cloisons CF 1h hydro 120/100

Cloison séparative sur ossature métallique KM 120/100 d'épaisseur 120 mm de type KNAUF ou équivalent, Parements plaques de plâtre 2 x KNAUF HydroProof 13 par face,

Montants simples KNAUF suivant hauteur et PV

Entraxe 600 mm.

[Hauteur maxi : 4,50m / Performance d'isolement acoustique R_w : 45 dB / Performance de résistance au feu : EI60]

Mode de métré : au mètre carré

Localisation : pour la cloison entre Épicerie solidaire et local Archives au RDJ.

3.3.2.2 Cloisons CF ½ h hydro 98/48

Cloison séparative sur ossature métallique KM 98/48 d'épaisseur 98 mm de type KNAUF ou équivalent,

Parements plaques de plâtre 1 x KNAUF HydroProof 13 par face,

Montants simples KNAUF suivant hauteur et PV

Entraxe 600 mm.

[Hauteur maxi : 3,50m / Performance d'isolement acoustique R_w : 40 dB / Performance de résistance au feu : EI30]

Mode de métré : au mètre carré

Localisation : pour la cloison entre Épicerie solidaire et Atelier.

3.3.3 Travaux divers

3.3.3.1 Rebouchage

Rebouchage des trous résultants de la dépose des équipements dans les cloisons et murs existants et conservés.

Mode de métré : à l'ensemble

Localisation : Rebouchage divers.

3.4 Faux plafonds

3.4.1 Dépose de faux plafonds existants et accessoires

L'entreprise aura à sa charge la dépose soignée des faux plafonds dans les zones listées ci-après afin de prendre en compte les aménagements du projet, et la réalisation de nouvelle cloison toute hauteur (Dalle à dalle).
Compris frais d'évacuations et de décharges agréées

Mode de métré : au mètre carré

Localisation : au cas par cas suivant nécessité au RDJ et RDC

3.4.2 Faux plafonds en panneaux de 600 X 600 mm

Fourniture et mise en œuvre de plafond suspendus en plaque de plâtre 60 x 60 cm
Épaisseur : 25 mm

Ossature :

- Ossature métallique simple ou double selon les supports et les portées rencontrées.
- Ossature primaire, montants et fourrures en acier galvanisé, d'épaisseur nominale 6/10ème, fixées au support par l'intermédiaire de suspentes.
- Ossature laquée teinte au choix du maître d'œuvre,

Parement :

Plaques type "FIBRAL" de chez ROCKFON ou équivalent

Réaction au feu M0.

Finition : au choix du Maître d'œuvre dans la gamme du fabricant

Absorption acoustique : α_w 0,90

FDES et respect de l'étiquetage A+

Mode de métré : au mètre carré

Localisation : Au RDC.

3.5 FOURNITURE DES DOE / DIUO

Fourniture des plans et notices de constituant le Dossier des Ouvrages Exécutés et le Dossier d'Intervention Ulérieure.

Le DOE comprendra notamment les plans de recollement, schémas unifilaires, notes de calcul, fiches techniques, notices d'exploitation, rapports d'essais et procès-verbaux de réception.

Fourniture de toutes les pièces de certification de traitement des déchets en trois exemplaires et sur support informatique notamment,

Mode de métré : à l'ensemble.

Fait à
le.....

Mention manuscrite "Lu et Approuvé" :

L'ENTREPRENEUR : (cachet et signature)